



SEMINAIRE DE RESTITUTION

ACTION PONCTUELLE

« Soutien à la réalisation d'une étude sur les effets économiques de la normalisation en Algérie »

AU PROFIT DE

L'Institut Algérien de Normalisation (IANOR)

MERCREDI 19 OCTOBRE 2022

HOTEL LAMARAZ. ALGER

Un passeport à l'exportation Normalisation

Mohamed AMROUNI
Publié dans L'Expression le 20 - 10 - 2022

Un séminaire de restitution d'une action ponctuelle dédiée à l'Institut algérien de normalisation (Ienor), a été organisé, hier, à Alger par le Programme d'appui à la mise en oeuvre de l'accord d'association (P3A). Intitulé «Soutien à la réalisation d'une étude sur les effets économiques de la normalisation en Algérie», cette étude, financée par l'Union européenne (UE) et à laquelle a participé un expert européen de haut niveau de l'UE, vise à mesurer l'impact des normes sur la performance des entreprises. Elle a été demandée par l'opérateur central du système algérien de normalisation et membre des instances internationales de normalisation (ISO et IEC) Ienor. L'Ienor est la première structure de normalisation africaine à réaliser une étude d'impact sur les effets de la normalisation. Menée, depuis mars 2022, cinquante jours durant d'intervention de travail d'expertise auprès de pas moins de 800 entreprises nationales. Cette étude, qui a bénéficié de la totale coopération des entreprises, a concerné moult secteurs dont les services, l'électronique, l'agroalimentaire et manufacture, la chimie et la pétrochimie, les matériaux de construction, la santé, la sécurité de l'environnement et enfin les mines et la métallurgie. Ces entreprises voient dans la normalisation, un moyen de connaître un retour de leur investissement, car c'est d'investissement dont il s'agit dans un esprit de dialogue ouvert avec ses partenaires, clients et fournisseurs soit enfin de «travailler sereinement à l'export».

L'étude est basée, selon les organisateurs, sur les bonnes pratiques internationales adossées sur quatre critères principaux: à savoir l'implication volontaire de l'entreprise dans l'élaboration des normes algériennes, le degré d'utilisation de ces normes, les raisons de leur utilisation limitée ou leur non-utilisation, ainsi que les effets économiques induits pour l'entreprise utilisatrice des normes en termes d'augmentation du chiffre d'affaires qui se réaliserait par ces normes.

La normalisation fixe les règles du «jeu» commercial concurrentiel et permet d'écarter ceux qui ne la respecte pas, a-t-on souligné.

C'est sous forme de questionnaires d'enquête et de visites aux entreprises que cette étude a été conduite, afin d'évaluer leur savoir-faire ainsi que la qualité des produits et travaux qui se réalisent selon les normes. Seule la moitié des entreprises algériennes sont certifiées et utilisent la norme de management de la qualité «ISO 9000», a révélé l'étude. Toutefois 70% des entreprises visitées estiment la normalisation comme indispensable au développement de leurs établissements.

Cette étude a prouvé que la normalisation contribue efficacement à l'économie algérienne et confirme de bénéfice des normes à travers cinq grandes lignes: la valorisation de l'entreprise, l'innovation, la transparence et l'éthique, l'ouverture à l'international et la qualité des produits et services.

Il faut savoir que le groupe de travail ayant mené cette enquête, composé de divers directeurs de services de l'Institut, était présidé par le directeur général de l'Ienor, Djamal Hales.

Normalisation

Un passeport à l'exportation

Elle permet à l'entreprise d'être au bon endroit, au bon moment avec le bon produit ou le bon service.



La normalisation, une étape incontournable pour une entreprise qui se respecte

Un séminaire de restitution d'une action ponctuelle dédiée à l'Institut algérien de normalisation (Ionor), a été organisé, hier, à Alger par le Programme d'appui à la mise en oeuvre de l'accord d'association (P3A).

Intitulé «Soutien à la réalisation d'une étude sur les effets économiques de la normalisation en Algérie», cette étude, financée par l'Union européenne (UE) et à laquelle a participé un expert européen de haut niveau de l'UE, vise à mesurer l'impact des normes sur la performance des entreprises. Elle a été demandée par l'opérateur central du système algérien de normalisation et membre des instances internationales de normalisation (ISO et IEC) Ionor.

L'Ionor est la première structure de normalisation africaine à réaliser une étude d'impact sur les effets de la normalisation. Menée, depuis mars 2022, cinquante jours durant d'intervention de travail d'expertise auprès de pas moins de 800 entreprises nationales. Cette étude, qui a bénéficié de la totale coopération des entreprises, a concerné moult secteurs dont les services, l'électronique, l'agroalimentaire et manufacture, la chimie et la pétrochimie, les matériaux de construction, la santé, la sécurité de l'environnement et enfin les mines et la métallurgie. Ces entreprises voient dans la normalisation, un moyen de connaître un retour de leur investissement, car c'est d'investissement dont il s'agit dans un esprit de dialogue ouvert avec ses partenaires, clients et fournisseurs soit enfin de «travailler sereinement à l'export».

L'étude est basée, selon les organisateurs, sur les bonnes pratiques internationales adossées sur quatre critères principaux: à savoir l'implication volontaire de l'entreprise dans l'élaboration des normes algériennes, le degré d'utilisation de ces normes, les raisons de leur utilisation limitée ou leur non-utilisation, ainsi que les effets économiques induits pour l'entreprise utilisatrice des normes en termes d'augmentation du chiffre d'affaires qui se réaliserait par ces normes.

La normalisation fixe les règles du «jeu» commercial concurrentiel et permet d'écarter ceux qui ne la respecte pas, a-t-on souligné. C'est sous forme de questionnaires d'enquête et de visites aux entreprises que cette étude a été conduite, afin d'évaluer leur savoir-faire ainsi que la qualité des produits et travaux qui se réalisent selon les normes. Seule la moitié des entreprises algériennes sont certifiées et utilisent la norme de management de la qualité «ISO 9000», a révélé l'étude. Toutefois 70% des entreprises visitées estiment la normalisation comme indispensable au développement de leurs établissements.

Cette étude a prouvé que la normalisation contribue efficacement à l'économie algérienne et confirme de bénéfice des normes à travers cinq grandes lignes: la valorisation de l'entreprise, l'innovation, la transparence et l'éthique, l'ouverture à l'international et la qualité des produits et services.

Il faut savoir que le groupe de travail ayant mené cette enquête, composé de divers directeurs de services de l'Institut, était présidé par le directeur général de l'Ionor, Djamel Hales.

Nouvelle étude sur la normalisation : L'impact économique souligné

L'étude sur les effets économiques de la normalisation en Algérie a été au cœur d'un séminaire, organisé, ce mercredi 19 octobre, par le programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne (P3A). Financée par l'UE et visant l'impact des normes sur la performance des entreprises, cette étude est dédiée à l'Institut algérien de normalisation IANOR. Elle a été réalisée auprès de 800 entreprises algériennes représentant les secteurs suivants : les services, l'électronique, l'agroalimentaire, la manufacture, la chimie, la pétrochimie et les matériaux de construction. Outre ces domaines, il s'agit également de la santé, la sécurité et l'environnement, les mines et enfin la métallurgie. L'objectif majeur de cette étude réalisée par l'expert de la P3A (programme d'Appui à la mise en œuvre de l'accord d'association (François Venel) est de "contribuer à la croissance de l'économie algérienne". Elle confirme le "bénéfice de l'utilisation des normes à travers cinq grandes lignes", notamment "la valorisation de l'entreprise", l'"innovation", la "transparence et l'éthique", l'"ouverture à l'international", dans la mesure où la normalisation favorise le développement des échanges internationaux. Mais elle permet aussi d'assurer la "qualité des produits et services". Lors de la présentation des résultats de ladite étude qui s'est déroulée du 19 mars au 20 octobre en cours, l'expert François Venel a expliqué point par point la méthodologie de l'enquête menée auprès d'environ 800 entreprises publiques et privées, l'adaptation des normes aux marchés étrangers et les avantages de cette étude qui a été demandée par IANOR. Il s'agit, selon lui, de "mesurer l'impact des normes volontaires sur la performance des entreprises qui les utilisent". Ajoutant que les normes sont "volontaires" et "non obligatoires" et agissent en "accélérateur de croissance et comme catalyseur de l'innovation". Citant l'exemple du domaine de l'agroalimentaire, il explique que "les bonnes pratiques partagées grâce aux normes volontaires permettent d'éviter des crises sanitaires et favorisent l'export". Cela dit, il résume que la norme est un élément très favorable à la "protection des risques majeurs de l'entreprise et permet d'accroître sa performance". Sur ce point, il dira que l'étude a démontré clairement à travers l'enquête et une quinzaine de rencontres d'entreprises que l' "utilisation des normes volontaires" permet un "surcroit de croissance annuelle du chiffre d'affaires" observé chez les entreprises parties prenantes des commissions de normalisation organisées à cet effet, a-t-il signifié. C'est aussi, ajoute-t-il, "un outil de veille pour le marché", et renforce la "compétitivité" et la "concurrence".

Elaboration de 750 nouvelles normes algériennes chaque année

Le directeur général de l'IANOR, Djamel Hales, a indiqué, pour sa part, que l'IANOR est la "deuxième structure de normalisation africaine qui a réalisé cette étude dont les recommandations et propositions feront l'objet d'un plan national de la normalisation 2023-2025 d'IANOR". En chiffres, il ajoute que "l'Institut algérien de normalisation (IANOR), a élaboré 11.000 normes algériennes". Précisant que "chaque année, 750 nouvelles normes algériennes sont élaborées, et que les normes qui sont déjà employées font l'objet de révision". Le directeur national de P3A, Abderrahmane Saadi, a indiqué, de son côté, qu'à l'échelle de l'entreprise, la normalisation est conçue comme un investissement et son impact permet la création de richesses".

Lors du débat, un intervenant a fait remarquer que cette étude n'a pas démontré clairement "l'impact économique" de la normalisation sur l'économie. "L'étude n'a pas atteint son objectif", a-t-il critiqué. En réaction, François Venel a tenté de justifier que "le problème réside dans la difficulté d'avoir les statistiques auprès des entreprises". Prétextant qu'il "y a peu d'entreprises qui répondent aux questions liées à leurs chiffres d'affaires", a-t-il argué. A noter que les normes les plus utilisées par les entreprises algériennes sont ISO 9001, ISO 14001, ISO 22000, ISO 45001 et enfin Haccp. Ce séminaire, qui a vu la présence du représentant du ministère de l'Industrie, a été marqué par des témoignages d'entreprises apportés par Algérie Poste et Amplitude Spectrum.

Samia Boulahlib



Etude sur les effets de la normalisation : Impact favorable sur la croissance des entreprises

Publié le 19 Oct 2022

Après l'Afrique du Sud, l'Institut algérien de normalisation (IANOR) est la deuxième structure au niveau du continent noir à avoir lancé une étude sur les effets économiques de la normalisation.

Menée auprès de 800 entreprises nationales dans différents secteurs économiques et financée par l'Union européenne (UE), cette étude, réalisée du mois de mars à octobre 2022, mesure l'implication volontaire des entrepreneurs dans l'élaboration des normes, le degré d'utilisation de ces dernières et l'impact de cette action sur la croissance et le chiffre d'affaires des entreprises en matière d'export notamment. Les résultats de cette étude, exposés ce mercredi à Alger par l'expert et responsable du programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association avec l'UE (P3A), François Venel, démontrent que pour les entreprises nationales, la normalisation est un outil indispensable à 70%, n'entraînant pas forcément des coûts supplémentaires. «Il faut savoir que la normalisation est une action volontaire et non obligatoire. Quand ça le devient, ce n'est plus une normalisation, mais une réglementation», précise l'expert, soulignant que, dans notre pays, la norme la plus utilisée par nos entreprises est celle de management, à savoir Iso 9000, 14000 et 45000. Il signale que les entreprises sélectionnées par cette étude sont satisfaites à 70% de l'impact de la normalisation sur les bénéfices, en termes de coopération, de productivité, d'exportation et de parts de marché. La normalisation, selon cette étude, poursuit-il, booste et renforce les relations entre fournisseurs et clients. Les entreprises affichent, dans ce contexte, une satisfaction dans ce domaine à 93%, à 71% en matière de compétitivité et à 70% dans l'innovation.

Pour ce qui est de la participation aux travaux normatifs, la satisfaction des entreprises, dont la moitié seulement est certifiée, est supérieure à 80%. «La participation à ce type de travaux facilite la constitution de réseaux professionnels et ouvre la voie aux labels stratégiques», affirme-t-il, assurant que la normalisation permet à l'entreprise de suivre l'évolution des marchés et d'être au bon endroit et au bon moment. Cela dit, rapporte-t-il, les entreprises considèrent que la normalisation rend difficile la satisfaction de toutes les exigences et engage des coûts en matière d'investissement. «Seulement, il faut savoir que ces coûts ne sont pas aussi importants que le rendement qui en découle en faveur de l'entreprise», conclut-il.

L'étude servira de plan d'action

Algérie-Poste, qui figure parmi les entreprises concernées par cette étude, indique que ce sont les normes qui lui ont permis d'atteindre ses objectifs innovants. «La normalisation est pour nous un outil indispensable en matière de qualité. Sans la normalisation internationale de la carte Edahabia par exemple, nous n'aurions pas pu offrir ce service», fait savoir la représentante de ce groupe, relevant que cet effort a valu à l'entreprise des distinctions et une reconnaissance internationales dans ce domaine. Le gérant de l'entreprise privée Amplitude Spectrum confie, pour sa part, avoir gagné en fiabilité, en crédibilité et en confiance auprès des clients grâce à la normalisation.

«Grâce à elle, nous avons décroché beaucoup de projets, nous rendant plus compétitifs. Seulement, l'entreprise doit se former sur ces normes, les maîtriser. Dans certains cahiers des charges, des normes sont exigées, mais sans qu'elles soient précisées. Si l'entreprise ne maîtrise pas, elle pourra passer à côté, et risque de perdre le marché», prévient-il. Le directeur général de l'IANOR, Djamel Hales, a annoncé que les résultats de cette étude feront l'objet d'un plan d'action 2023-2025. «Grâce à cette étude, nous avons plus de visibilité sur les besoins en matière de normes. Les résultats de cette enquête seront un soutien dans la conception de ces dernières», explique-t-il en faisant part d'une autre étude prochainement sur la contribution de la normalisation dans l'économie nationale et au produit intérieur brut (PIB).

Farida Belkhir